
Vers qui vont les fonds européens ?

Contrairement à ce qui a pu être dit ou entendu ces derniers mois, l'Espagne, la France et l'Allemagne sont les principaux bénéficiaires du budget de l'Union européenne pour l'année 2004, selon les chiffres de la DG Budget de la Commission européenne.

L'agriculture reste le principal poste de dépense de l'Union, avec 47,5% du budget, tandis que les actions structurelles (fonds alloués aux régions, par exemple) constituent la deuxième dépense avec 37%.

3,5 milliards d'euro, c'est-à-dire 3,8% du budget total, sont alloués à la recherche, un pôle au cœur de la stratégie de Lisbonne.

Plus généralement, l'étude montre que les 15 "anciens" Etats membres de l'UE continuent à percevoir plus que les 10 nouveaux Etats membres.

Le budget 2004 a constitué une nouvelle étape vers la modernisation structurelle des dépenses de l'UE. Quelques 92 milliards d'euros ont été attribués aux bénéficiaires dans les États membres. Chaque pays a reçu des fonds pour les politiques régionales, l'agriculture, la compétitivité, l'emploi et la recherche; 7,5 milliards d'euros ont été déboursés en faveur de pays extérieurs à l'Union ou ont profité à plusieurs États membres.

Les bénéficiaires principaux parmi les États membres sont les mêmes qu'en 2003. Pour chacun des 10 nouveaux États membres, le solde comptable de 2004 a été visiblement et sensiblement plus favorable qu'en 2003 alors qu'ils ne faisaient pas encore partie de l'UE. En même temps, cela n'a pas causé d'augmentation importante de la contribution des 15. Tels sont les résultats principaux du "rapport 2004 sur la répartition des dépenses de l'UE par État membre". La Commissaire Dalia Grybauskaitė a déclaré: "Le rapport montre clairement que tous les membres de l'Union sont gagnants dans le contexte de l'élargissement".

Le plus grand bénéficiaire de fonds de l'UE en 2004 a été l'Espagne (16,4 milliards d'euros) devant les États membres à forte population comme la France (12,9 milliards d'euros), l'Allemagne (11,7 milliards d'euros), l'Italie (10,4 milliards d'euros) et le Royaume Uni (7,1 milliards d'euros). L'Espagne est le plus grand bénéficiaire de fonds au titre des actions structurelles; viennent ensuite l'Allemagne, l'Italie et le Portugal.

Les fonds destinés aux nouveaux États membres ont seulement commencé à être attribués. La Pologne (2,7 milliards d'euros) arrive à la 10ème place de l'UE à 25. Tous les nouveaux États membres ont enregistré un solde net positif, s'élevant à 2,9 milliards d'euros pour 2004, soit une augmentation de 1,3 milliard d'euros par rapport à 2003, avant leur adhésion.

Les avantages s'étendent à l'ensemble des États membres. L'axe prioritaire des dépenses se déplace progressivement vers les politiques liées à la compétitivité. Les parts des différentes rubriques en 2004 ont changé par rapport à l'année précédente. Les fonds alloués aux États membres pour les actions structurelles couvrant la cohésion et le développement régional ont augmenté sensiblement, passant de 28,5 milliards d'euros à 34,1 milliards d'euros (+ 19,8 %), ainsi que pour les politiques internes, y compris le marché intérieur et la recherche (passant de 4,9 milliards d'euros en 2003 à 6 milliards d'euros en 2004).

Les allocations pour le *développement agricole et rural* ont représenté 47,5 % (43,6 milliards d'euros) du total des dépenses attribuées en 2004, alors que le chiffre correspondant en 2003 était de 54,1% (44,4 milliards d'euros). Dans le secteur de l'agriculture, les bénéficiaires principaux sont restés les mêmes. *En termes absolus, la France a reçu les allocations les plus élevées*, juste devant l'Espagne, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume Uni.

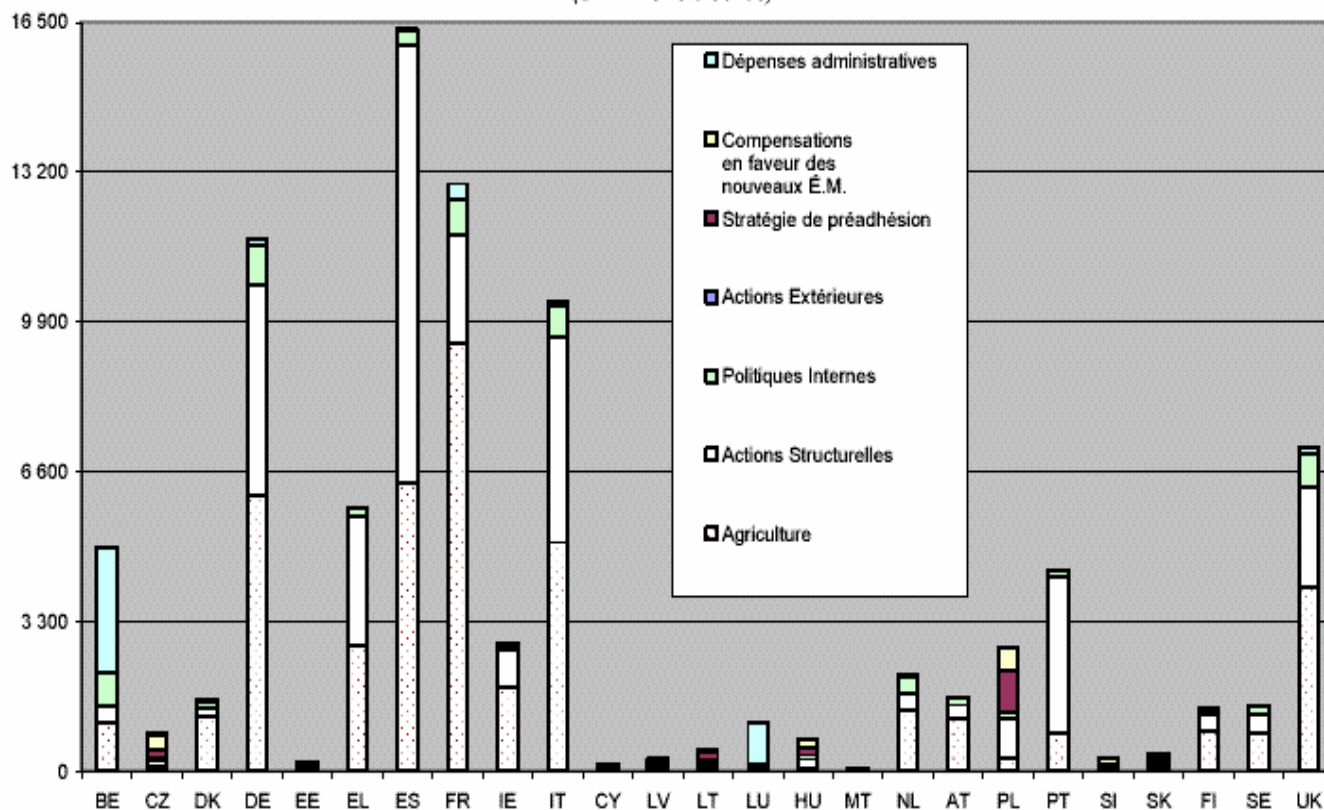
Dans le cadre des *politiques internes*, c'est l'Allemagne qui a reçu le montant le plus important; viennent après elle la France, la Belgique, le Royaume Uni et l'Italie.

Les dépenses administratives de l'UE ont fait l'objet d'une forte concentration. La plupart des fonds sont allés à la Belgique et au Luxembourg, deux des sièges des institutions de l'Union européenne.

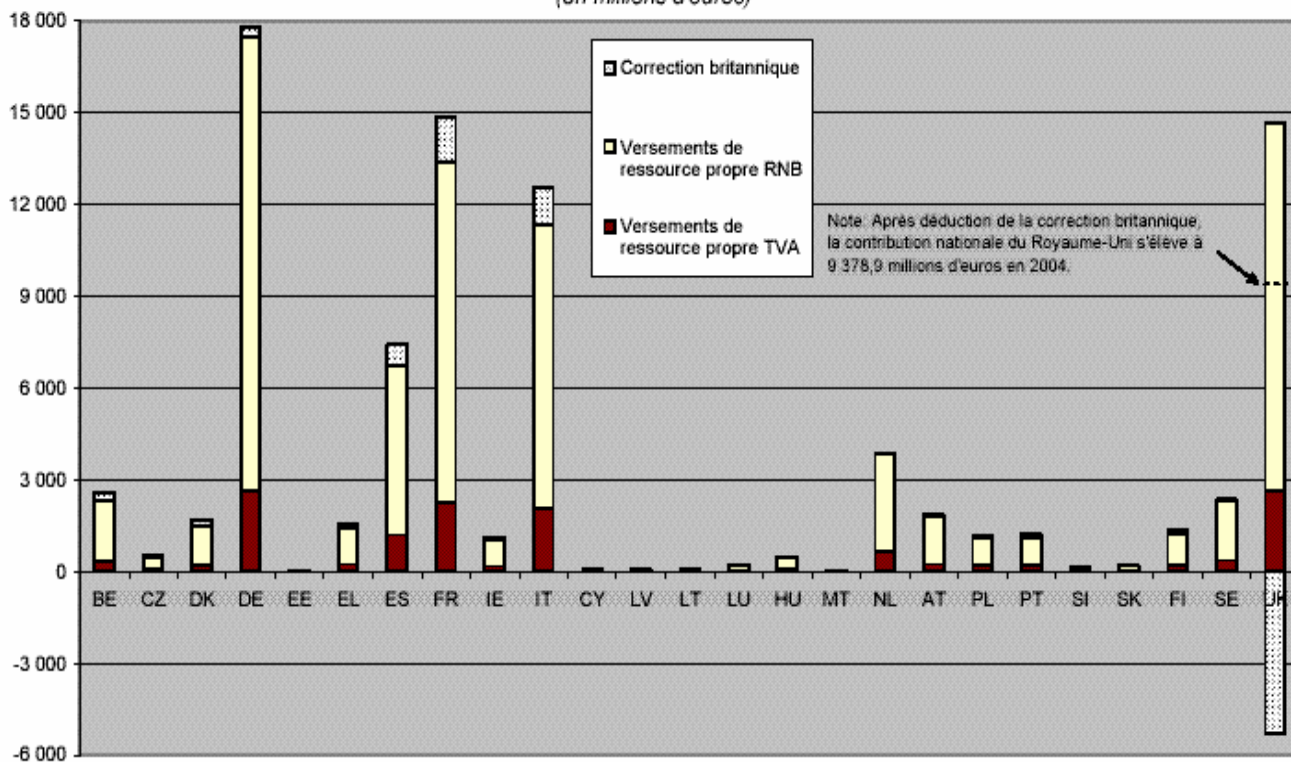
Les contributions nationales (comportant les contributions TVA et RNB) ont constitué la plus grosse source de recettes pour le budget de l'UE, atteignant un total de 82,9 milliards d'euros en 2004. Le reste provient des ressources propres dites traditionnelles (droits de douane et droits agricoles), de l'excédent de 2003 et d'autres sources.

Le rapport analyse en détail la répartition par État membre des dépenses de l'UE par rubrique et sous-catégorie de dépenses. Il indique les chiffres de l'exécution effective pour les 10 nouveaux États membres. Il comprend des séries harmonisées complètes et à jour sur les dépenses allouées, les recettes et les soldes budgétaires de 1992 à 2004. Le rapport financier 2004 met en évidence les avantages découlant de ces dépenses et a été publié en mai 2005.

Graphique 1 - Répartition des dépenses de l'UE par rubrique et par État membre en 2004
(en millions d'euros)



Graphique 2 - Contribution nationale de chaque État Membre au budget de l'UE en 2004
(en millions d'euros)



Le rapport sur les dépenses réparties est disponible à l'adresse suivante:

http://europa.eu.int/comm/budget/agenda2000/reports_fr.htm

Le rapport financier 2004 est disponible à l'adresse suivante:

http://europa.eu.int/comm/budget/pdf/execution/execution/financialreport04/rap_fin_fr.pdf

Source : IP/05/1175 Bruxelles, le 22 septembre 2005, La lettre Robert Schuman n°227

Dossier rédigé par l'Euro Info Centre de Clermont-Ferrand